

**FONDS CLIMAT
MALI**



MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE



DOCUMENT DE PROGRAMME¹

Titre du Programme : Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou

- **Zones d'intervention** : 6 Communes du DJOMBOUGOU (TKLM) : Maréna Diombougou ; Colimbiné, Séro Diamanou, Marintoumania, Koniakary, et Ségala dans le cercle de Kayes (Région de Kayes.)

Domaine prioritaire du Plan Stratégique 2014 : Intensification de l'Agriculture, l'Élevage et la Foresterie

Produits du Plan Stratégique 2014 :

- Produit .3.1 : Restauration des terres agricoles dégradées
- Produit 3.2 : Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales
- Produit.3.3 : Aménagement des pâturages et parcours pastoraux
- Produit 4.1 : Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement.

Nom du Soumissionnaire : FAO-Mali

Signature (Fonds Climat):

Date/Mois/Année

Signature (Soumissionnaire) :

Date/Mois/Année

¹ Le terme « programme » fait référence aux programmes conjoints (PC) et aux projets.

Période du programme : 1 Janvier 2019 au 31 Déc. 2021	Ressources totales requises: 905 781 \$USD
Date de démarrage : 1 ^{er} Janvier 2019	Ressources totales allouées:
Date de fin : 31 Décembre 2021	Fonds Climat Mali 885 781\$USD
	• Autres :
	Consortium (DONKO/AMCFE/FAO) 20 000 \$ USD

Description sommaire

Le programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou mis en œuvre par le consortium DONKO-AMCFE- en partenariat avec la FAO dans la région de Kayes, est une réponse aux effets néfastes aux changements climatiques qui affectent significativement toutes les dimensions du développement durable du Mali ; principalement les régions nord du sahel occidental. Il s'inscrit dans le domaine de l'intensification de l'agriculture, de l'élevage et la pêche. Dans ce cadre, il aborde les **produits 3.1, 3.2, 3.3 et 4.1**, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement. La mise en œuvre de ces actions permettra de rendre plus résilientes les productions agro-pastorales, de contribuer à la diversification et à l'augmentation des revenus des femmes, se traduisant ainsi par une amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des populations. Aussi en intégrant la dynamique de l'intercommunalité, le programme renforcera la coopération décentralisée pour une meilleure gestion des risques et catastrophes climatiques dans le Diombougou. En fin, d'ici l'an 2021, 6000 hectares d'écosystèmes connaîtront une amélioration de leurs fonctions écologiques et de leurs productivités, garantissant, ainsi les moyens d'existence des communautés riveraines du Térékolé-Kolimbiné-Lac Magui.

Organisations / institutions participantes

Nom de l'Organisation/Institution	Personne Contact et Adresse
FAO-Mali	1) Bruno TELEMANS, Coordinateur Principal des Operations, FAO Mali, Avenue de la Liberté, BP 1800. E-mail : Bruno.Telemans@fao.org 2) Modibo Touré, Assistant Programme, FAO Mali, Avenue de la Liberté, BP 1800 E-mail : Modibo.Toure@fao.org
DONKO	Siaka SAMAKE, 66 51 34 49/76 23 46 22 ; Bamako E-mail : donko@orangemali.net
AMCFE	Moriba NOMOKO, 20285179/76419340/Bko E-mail : amcfe@afribone.net.ml

LA LETTRE DE SOUMISSION

Bamako, le 17 septembre 2017

À

Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable, quartier du Fleuve. BPE : 2357, Rue : 311. Porte : 328. Bamako Mali

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur dans le cadre du Fonds Climat Mali, de vous proposer nos services, à titre de soumissionnaire, pour le Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou

Conformément à votre Appel à propositions en date du 21 juillet 2017, nous vous soumettons par les présentes notre Proposition, qui comprend :

- la présentation de notre Institution/Organisation
- la présentation du Programme
- et les diverses annexes du Programme

Tout en espérant une suite positive à notre proposition, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire : Mr Amadou Allahoury DIALLO Représentant de la FAO MALI

Nom du soumissionnaire : FAO

Adresse : **Avenue de la Liberté – Route de Koulouba – B.P. 1820 – Bamako – Mali Tél. + (223) 20 22 65 76/20 22 37 13/Fax : 20 22 36 46 Email : FAO-ML-@fao.org**

Signatures des organisations et institutions participantes (y mettre cachet)

AMCFE	Moriba NOMOKO
DONKO	Siaka SAMAKE

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION/INSTITUTION SOUMISSIONNAIRE

Nom de l'Institution/organisation : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

1. **Nom, titre et Adresse de la Personne** : Amadou Allahoury DIALLO, Représentant de la FAO au Mali, Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ; **Avenue de la Liberté – Route de Koulouba – B.P. 1820 – Bamako – Mali** Tél. + (223) 20 22 65 76/20 22 37 13/Fax : 20 22 36 46 Email : FAO-ML-@fao.org

Brève présentation de l'institution /organisation :

- **date de création** : La FAO a été créée le **16 Octobre 1945**, au Québec au Canada.
- **domaines d'intervention/types de prestations** :

Le but assigné à l'organisation est d'améliorer l'état nutritionnel, le niveau de vie, la productivité agricole et le sort des populations rurales en général. La FAO est l'une des plus grandes institutions spécialisées du système des Nations Unies, chef de file dans les domaines de l'agriculture, des forêts, des pêches et du développement rural. Organisation intergouvernementale, **la FAO regroupe 194 États membres auxquels s'ajoute l'Union Européenne**. Son objectif est de satisfaire les besoins des générations présentes et futures en suscitant un développement **qui ne dégrade pas l'environnement**, tout en étant techniquement approprié, économiquement viable et socialement acceptable. La FAO intervient au Mali depuis l'indépendance du pays, c'est-à-dire depuis 1960. La FAO donne une assistance multiforme au développement du Mali dans le cadre de son Programme de terrain.

- **Projets et programmes réalisés en lien avec le Domaine prioritaire ciblé :**

Les activités de la FAO dans les pays membres soutiennent les populations rurales dans la promotion d'un développement agricole visant la sécurité alimentaire, y compris à travers la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans ce cadre, en s'appuyant sur le savoir-faire qu'elle capitalise, la FAO a appuyé plusieurs initiatives nationales et régionales en matière de promotion de la gestion durable des ressources naturelles à savoir :

- **TCP/MLI/3304** : Projet « Validation et dissémination de systèmes d'élevage de poisson intégrés à la riziculture à travers des champs écoles des producteurs (CEP) au Mali » : Ce projet de coopération technique (TCP) à caractère expérimental entre la FAO et le Mali a été signé le 1^{er} Juillet 2011 par le Ministre de l'Élevage et de la Pêche pour le Gouvernement et le 10 Août 2011 par le Représentant de la FAO au Mali pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour une durée de 2 ans, prolongé de 6 mois jusqu'en fin 2013.
- le Programme sous régional de « *Formation Participative en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs des cultures à travers les champs-écoles des producteurs (GIPD/CEP) pour le Bénin, Burkina Faso, Mali et Sénégal* », GCP/RAF/009/NET. L'objectif de développement du ce programme sous-régional « GIPD » est de promouvoir un développement agricole durable, par la généralisation, l'institutionnalisation et la diffusion de la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) à travers les **Champs Ecoles de Producteurs (CEP)**.
- **GCP/MLI/047/UNJ** : Projet : « Programme de Développement des capacités de production aquacole résiliente et durable adaptées aux changements climatiques et à la variabilité climatique au Mali ». L'objectif de ce projet est d'appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorales et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique. Ce projet est en cours d'exécution dans les régions de Kayes, Ségou et Mopti.

- au Mali, elle a appuyé de 2007 à 2011 la mise en œuvre du projet GCP/MLI/018/CEH, «Appui à la Gestion Participative des Ressources Forestières Centré sur la Faune et les Produits Forestiers», en vue d'appuyer le Gouvernement du Mali dans la promotion de la gestion intégrée et durable des ressources naturelles du pays, y compris l'implication effective des populations rurales et toutes autres parties prenantes respectives afin de mieux contribuer à la réduction de la pauvreté.
- le projet TCP/MLI/3602 « projet valorisation des produits forestiers non ligneux : cas de noix de Karité, du Tamarin et zaban à Faragouaran » mis œuvre actuellement dans le cercle de Bougouni est un exemple vivant et tangible de programmes en réalisation en lien avec le domaine prioritaire ciblé.

- **Organisation et équipes:**

La structure de la FAO se présente comme suit :

- **le Siège de l'Organisation qui comprend :**

- **le bureau du Directeur Général au Siège de l'Organisation à Rome (Italie auquel sont rattachés) :** Le bureau de l'évaluation ; Le bureau de l'inspecteur général ; Le bureau des affaires juridiques et de l'éthique ; Le bureau de coordination des activités normatives, opérationnelles et décentralisées qui supervisent toutes les représentations de la FAO dans le monde ;
- **six (6) départements dirigés par des sous directeurs généraux dont :** Le département de l'Agriculture et de la Protection des consommateurs ; le département des Forêts ; le département des Pêches et aquaculture ;
- **cinq bureaux régionaux,** qui sont : Le bureau régional pour l'Afrique, basé à Accra au Ghana ; Le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, situé à Bangkok en Thaïlande ; Le bureau régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, basé à Santiago en Chili ; Le bureau régional pour le Proche Orient, situé au Caire en Égypte ; et le bureau régional pour l'Europe, basé à Rome en Italie ;
- **cinq bureaux de liaison :** le bureau de liaison avec les Nations Unies [Palais des Nations (Genève, Suisse)] ; le bureau de liaison avec l'Amérique du nord (Washington, USA) ; le bureau de liaison avec les Nations Unies (New York, USA) ; Le bureau de liaison avec l'Union Européenne (Bruxelles, Belgique) ; le bureau de liaison avec le Japon (Yokohama, Japon).

- ❖ **Plus de 78 bureaux nationaux.**

Le Bureau de la Représentation de la FAO au Mali est organisé autour :

- de la Représentante de la FAO ;
- du Coordinateur Principal des Operations;
- d'un Assistant à la Représentante chargé du Programme ;
- d'un Assistant à la Représentante Chargé de l'Administration et des Finances ;
- d'une Coordinatrice, fonctionnaire international, de l'Unité de Coordination des Urgences et de la Réhabilitation ;
- de deux Assistants au Programme ;
- quatre assistants à l'Administration et Finances ;
- d'une unité des achats, avec un fonctionnaire international ;
- deux cadres nationaux en appui au programme ;
- un expert national en appui au Programme ;
- cinq experts nationaux en appui à l'Unité des Urgences ;
- un pôle de 9 chauffeurs dont deux permanents avec un chef de parc auto ;

- de trois Sous-Bureaux : Mopti, Tombouctou et Gao : avec chacun un Chef de Sous-bureau un assistant et un chauffeur.

- **Projets et programmes réalisés en lien avec le Domaine prioritaire ciblé :**

La présentation concerne les deux ONG du consortium :

1. **Nom de l'Institution/organisation : AMCFE**

Nom, titre et Adresse de la Personne : Moriba NOMOKO, président, tél : (223) 76 41 93 40/66 71 82 33

Bref présentation de l'institution /organisation AMCFE

- **date de création :** 07 décembre 1990. Signature de l'accord cadre renouvelé sous le n° n°0A82/000230

Domaines d'intervention/types de prestations : l'AMCFE, intervient principalement dans les domaines de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, l'agriculture durable et changements climatiques. Les zones actuelles d'intervention sont : les régions de Tombouctou, Mopti, Gao, Koulikoro, Kayes et le District de Bamako.

Projets et programmes réalisés en lien avec le domaine prioritaire ciblé

1997-2011 : Programme d'appui dans le secteur de l'agriculture durable et des changements climatiques. Elle a exécuté entre 1997 et 2011 dans les communes de Sanankoroba, Bougoula et Dialakoba sur financement de l'ONG/Pain Pour Le Monde(PPLM), le programme d'appui aux initiatives d'agriculture durable et ses 3 phases de renforcement et de consolidation dont le montant des financements s'élève à : **335 000 000FCFA.**

2016 à 2017 **projet d'installation de 120 bio digesteurs dans les cercles de Bafoulabé et Kita financé par le PAPAM/ASAP en collaboration avec la SNV, montant 73 016 500 F CFA.**

2011-2015, l'AMCFE, coordonne le programme « Alliance pour les écosystèmes » EA-Mali, qui est un partenariat de 3 ONG internationales (IUCN, Wetlands International et BOF END) et 5 ONG Malienne dont AMCFE, et DONKO. Dans ce programme l'AMCFE exécute le projet « *Amélioration des moyens d'existence des populations du Bafing et du lac Magui* ». Montant du financement projet EA: 307 664 Euro.

- **Organisation et équipes**

L'AMCFE présente dans son organisation: - une Assemblée Générale; un Conseil d'Administration de 5 membres; un secrétariat permanent qui est l'organe d'exécution. Elle possède des équipes techniques sur le terrain, notamment à Ségala (Région de Kayes où elle partage le même siège avec l'ONG/DONKO).

2. **Nom de l'Institution/organisation : DONKO**

Nom, titre et Adresse de la Personne : **Siaka SAMAKE, Président/Directeur Exécutif:**

Bref présentation de l'institution /organisation

Date de création : Elle a été agréée suivant le récépissé N° 762 du 24 Juillet 1991 ; son Accord Cadre renouvelé avec le Gouvernement porte le N° 0082/000224 du 26 Décembre 2007.

- **Domaines d'intervention/types de prestations**

Gestion des ressources naturelles, changements climatiques : Elaboration d'outils de gestion tels que le SAT, PAT et PGT, renforcement du dialogue social entre les différents utilisateurs des ressources naturelles, élaboration et mise en œuvre de convention locale intercommunautaire de gestion des ressources naturelles, promotion/diffusion des énergies propres (énergie solaire...).

Zones d'intervention : régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Mopti, Gao.

- **Projets et programmes réalisés en lien avec le domaine prioritaire ciblé :**

2012 à 2015 « *Projet d'appui à l'amélioration de la durabilité de la réduction de la pauvreté dans les écosystèmes sahélien – Région de KAYES./Strengthening Poverty alleviation and sustainable livelihoods-Kayes region Mali.* » financé par le Consortium UICN-NL, Both end et Wetland International pour un budget de 160 000 euros et une durée de 42 mois

2010 à 2014 projet : « *Sécurisation des droits et restauration des paysages pour l'amélioration des conditions de vie des populations ; Securing rights and Restoring Lands for Improved Livelihoods,*

région de Mopti, cercles de Bandiagara et de Douentza » est financé par la commission européenne à travers ESARO pour une durée de quatre ans et un montant total 377 908 Euros.

L'organisation comprend les 03 organes suivants : l'Assemblée Générale, le Comité de Planification et d'Orientation (CPO) et la Direction Exécutive.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

1. Analyse de la situation

Zone d'intervention

La zone humide du Térékolé-Kolimbiné-Lac Magui est localisée au Nord-est du cercle de Kayes et couvre les communes de Maréna Diombougou, Séro Diamanou, Marintoumania, Koniakary, Colimbiné et Ségala. Elle appartient à la région naturelle du Guidimagha et est principalement localisée dans les zones agro-écologiques de Séro et du Bérédji.

Le Kolimbiné et le Térékolé affluents du fleuve Sénégal, le Lac Magui et la mare de Doro constituent les principaux cours d'eaux de la zone agro-écologique du Séro.

Le climat de la zone est de type Sahélien-Sud avec une pluviométrie moyenne annuelle oscillant entre 350 et 550mm. Le système hydraulique Térékolé, Kolombiné et Lac Magui TKLM est une vaste dépression en zone sahéenne qui appartient au bassin du fleuve Sénégal. Il draine les eaux de plateau du Kaarta et du Bérédjikoulou, le plus haut sommet de la région culminant à 200m d'altitude et les charrie vers le fleuve Sénégal, en formant un chapelet de mares et de lacs dont les plus importants sont le **Lac Magui** et la mare de **Doro** qui sont des retenues d'eau permanentes. Notons que le lac Magui a été érigé en site RAMSAR en 2013 lui conférant un statut particulier.

Ce chapelet de mares et de lacs, constitue une importante zone de frayère pour les poissons et de reproduction des oiseaux migrateurs Eurasiatique et Africain. Il reçoit chaque année près de 1700 oiseaux migrateurs Eurasiatiques (dénombrement-AMCFE 2003). Plus de 30 espèces d'oiseaux et 25 espèces de poissons ont été dénombrées lors des inventaires de la faune aviaire et aquatique réalisés par l'ONG/AMCFE (rapports d'études AMCFE 2001 et 2003).

La végétation est une steppe arbustive ouvert à très ouvert, sur sols sableux à sablo-limoneux. Les sols hydromorphes des mares et lacs portent à certains endroits une végétation fermée.

La strate herbacée est dominée par des graminées parmi lesquelles les plus abondantes sont *Schoenofeldia gracilis*, *Pennisetum pédicellatum* *Andropogon pseudapricus*, *Loudetia togoensis*.

Quant à la composante ligneuse, elle est dominée par *l'Acacia seyal*, le *Balanites aegyptiaca*, *l'Acacia nilotica*. Dans les mares et marigot, la végétation herbeuse est dominée par les *cyperus*, les *Echinochloa* (bourgou) et les Nénuphars.

Dans le lac Magui, il existe plusieurs îlots de forêts d'*Acacia nilotica* qui constituent des refuges pour les oiseaux d'eau et la faune aquatique.

Le système agraire est basé sur l'agriculture extensive sur brûlis. Deux types d'agriculture sont pratiqués, une agriculture pluviale entre Juin et Septembre et une agriculture de décrue dans les plaines inondables.

La pression de l'élevage est très forte sur les ressources pastorales. Le nombre de tête de bétail est estimé à 191 300 (DNAER 2003).

La population de la zone du projet (qui couvre 6 Communes) s'élève à plus de 95 654 habitants avec un taux d'accroissement annuel moyen de 3% (RGPH, 2009).

Problèmes à résoudre et défis à relever

La zone d'intervention du programme regorge d'énormes potentialités agro-pastorales mais reste confrontée depuis des décennies à d'énormes contraintes socioéconomiques et environnementales, que la stratégie mise en place par le consortium vise à résoudre. Parmi ces contraintes on peut citer :

- ✓ l'érosion des sols ;
- ✓ la faible productivité des systèmes de productions agro-pastorales : se traduisant par des faibles rendements des productions agro-pastorales, le surpâturage, et la faible intégration agriculture-élevage;
- ✓ les feux de brousse qui font perdre des milliers d'hectares de forêts et de pâturages annuellement,
- ✓ la transhumance avec son cortège de mutilation et de coupe d'espèces fourragères,

- ✓ la baisse de la pluviométrie qui est chiffrée pour le Mali à 20% entre la période de 1951 à 1970, (BAYOKO,² présentation de la mise en œuvre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques CCNUCC), a eu des incidences négatives sur les productions agricoles et pastorales, démarrage difficile de la saison des pluies, poches de sécheresse au cours de la saison, diminution de la longueur de la saison des pluies;

- ✓ la faible capacité des femmes pour la valorisation des ressources naturelles et la promotion des AGR.
- ✓ la faible capacité technique et organisationnelle des femmes sur l'adaptation basée sur les écosystèmes (EbA);

- ✓ la faible capacité d'analyse des risques climatiques et de leur prise en charge dans les PDESC des communes riveraines de la zone humide.

Défis importants à relever

Au regard des nombreux problèmes identifiés auxquels la zone d'intervention du projet est confrontée, trois défis importants sont à relever :

- ↪ restaurer les équilibres environnementaux pour améliorer les biens et services rendus par les écosystèmes;

- ↪ promouvoir un agro-pastoralisme adapté au contexte de variabilité climatique et des changements climatiques

- ↪ renforcer les capacités des acteurs locaux sur l'adaptation basée sur les écosystèmes particulièrement les groupements féminins.

Interventions en cours /prévues

Dans la zone du TKLM les deux ONG, interviennent dans six (6) communes du Diombougou dans le cadre du programme **Alliance pour les Écosystèmes (E.A. Mali)**. Dans ce cadre, l'AMCFE exécute le projet : « **Amélioration des moyens d'existence des populations du Bafing et du lac Magui** » dans les

² Dr. Abdoulaye BAYOKO Coordinateur PANA-Mali (communication sur les impacts des Changements Climatiques au Mali), Mars 2008.

communes de Ségala et Séro. Pour ce faire, elle met en œuvre des actions d'appui au renforcement de la mise en œuvre de la convention locale de gestion des ressources naturelles du lac Magui, l'appui à l'animation des cadres de concertation sur la gouvernance des ressources naturelles, la promotion de la Régénération Naturelle Assistée dans 15 villages, l'appui à la transformation des produits forestiers non ligneux des organisation féminines, les mises en défens d'ilots de forêts dans le Magui, le reboisement des espaces dégradés avec le gommier, le renforcement des capacités des acteurs locaux sur les changements climatiques et les zones humides, la distribution de semences améliorées de céréales et légumineuses.

DONKO, intervient dans 3 communes sur le projet E.A. Mali, intitulé « *Appui à l'amélioration de la durabilité de la réduction de la pauvreté dans les écosystèmes sahélien – Région de KAYES* » dans ce cadre, il exécute des actions de maraichage bio, l'appui à la mise en œuvre de la convention locale des ressources naturelles de la mare de Doro, la RNA dans près de 20 villages, la pisciculture dans la mare de Doro, la vulgarisation des semences améliorées de céréales,

En trois ans et demi de mise en œuvre ce programme a enregistré des résultats intéressants, notamment : 4815 ménages volontaires ont adoptés la pratique de la RNA dans leurs champs, 6 groupements et coopératives féminines sont formées et équipées en techniques de transformation et de commercialisation de PFNL; 15 ha de bourgoutières sont aménagés autour du lac Magui et la mare de Doro, les capacités du personnel des ONG sont renforcées sur la RNA et l'adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes.

Le présent programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou, en s'intéressant à la récupération des terres agricoles dégradées, par la mise en œuvre de mesures de lutte contre l'érosion hydrique, la production et l'utilisation de la fumure organique, l'accessibilité de variétés améliorées adaptées, en s'intéressant à l'organisation et la gestion des ressources pastorales et la gestion des conflits, va renforcer et consolider les actions en cours, mais aussi impulsé une nouvelle dynamique de gestion du terroir qui améliorera de façon significative la productivité agro-pastorale et des écosystèmes dans un contexte de variabilité et des changements climatiques dans la zone humide du Térékolé-Kolimbiné-Lac Magui.

Valeur ajoutée de la proposition :

Ce financement permettra de dynamiser les cadres de concertation créés en renforçant les activités de mise en œuvre, de surveillance et d'auto-évaluation des conventions locales; de restaurer les équilibres environnementaux se traduisant par une amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des populations. Les productions agro-sylvo-pastorales deviennent plus résilientes et contribuent à la diversification et à l'augmentation des revenus des populations en général et des femmes en particulier. Le programme en intégrant la dynamique de l'intercommunalité va renforcer la coopération décentralisée et harmoniser la gestion de l'espace.

A travers les AGR développées par les femmes, ce financement permettra aux femmes de renforcer leur participation et implication aux instances de prises des décisions.

2. Modèle logique et cadre de résultats du Programme

Objectifs et résultats attendus :

Objectif :

Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique

Résultats attendus :

- ✓ réduction du risque de mauvaise récolte grâce à l'introduction de pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les champs.
- ↔ la dissémination de techniques appropriées de gestion du bétail renforcera les profits économiques de la gestion améliorée des pâturages et de la conservation des sols et de l'eau dans la zone du programme.

Produits et activités :

Produit .3.1 : Les terres agricoles dégradées sont restaurées

- Activité 3.1.1 : formation des paysans sur les mesures CES/DRS et la RNA
- Activité «3.1.2 : Restauration des terres agricoles dégradées par des actions de DRS/CES (cordons pierreux, demi-lune, digue filtrante, zaï, bandes enherbées) RNA Reboisement;
- Activité 3. 1.3. : Vulgarisation de plantes légumineuses fixatrices d'azote (Acacia senegal, Acacia seyal, dolique, niébé fourrager, moringa, arachide...);
- Activité 3.1.4. : Production et utilisation de la fumure organique (compostage et parcs améliorés) ;
- Activité 3.1.5. : Organisation des visites d'échanges.

Produit.3.3 : Aménagement des pâturages et parcours pastoraux

- Activité 3.3. Aménagement des aires pastorales;
- Activité 3.3.2. : Identification, matérialisation et entretien des pistes et couloirs de transhumance du bétail dans le Diombougou ;

Produit 3. 4 Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales

- **Activité 3.4.1. :** Réactualisation des schémas d'aménagement et des plans de gestion des parcours pastoraux du Djombougou
- **Activité 3.4.2 :** Appui aux collectivités pour l'élaboration et la redynamisation de conventions locales

Produit 4.1 Les activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement sont développées au bénéfice des femmes.

- Activité 4.1.1 : plantation des espèces locales à usages multiples (Agroforesterie)
- **Activité 4.1.2:** développement du maraichage biologique au profit des femmes
- **Activité 4.1.3 :** formation des groupements de femmes en production, transformation et commercialisation des PFNL
- **Activité 4.1.4 :** dotation des groupements en matériels et équipements de production et de transformation des PNFL.
- **Activité 4.1.5 :** démonstration des recettes culinaires à partir des produits locaux au profit des enfants malnutris.

Efficacité des activités proposées

- **Activité 3.1.1 : formation des paysans sur les mesures CES/DRS et la RNA**
 Cette activité permettra aux paysans de maîtriser les différentes techniques de conservation et de protection des sols et des eaux, du reboisement et la Régénération Naturelle Assistée (RNA). Elle permet également de faciliter l'application de ces techniques et mieux cerner les enjeux liés à leur adoption. Elle sera organisée en quatre sessions regroupant ainsi une centaine des paysans de six communes de la zone du projet.
- **Activité «3.1.2 : Restauration des terres agricoles dégradées par des actions de DRS/CES (cordons pierreux, demi-lune, digue filtrante, zaï, bandes enherbées) :** Il s'agit d'initier les paysans de la zone à de nouvelles techniques agricoles qui vont contribuer à fertiliser leurs champs, à conserver l'humidité des sols, la diminution de l'érosion des sols et à augmenter les rendements agricoles pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Le fondement de cette initiation reposera principalement sur les mesures de CES/DRS, la RNA et le reboisement. Dans chacune des communes cibles, au moins cinq villages seront choisis et au niveau desquels, ces mesures

seront menées. Le choix de ces mesures sera fait en fonction des UPA³, de la topographie des espaces agricoles, mais aussi de la qualité des sols et de la main d'œuvre familiale disponible. Avant de commencer la mise en œuvre, ces paysans seront formés par rapport aux améliorations nécessaires à chaque mesure. Ils seront aussi équipés de petits matériels nécessaires à la mise en œuvre de ces technologies ou pratiques agro-sylvo-pastorales résilientes. La mise en œuvre de ces technologies contribuera à restaurer les fonctions écologiques des écosystèmes dans le Diombougou.

- **Activité 3.1.3: Vulgarisation de plantes légumineuses fixatrices d'azote** (*dolique, le niébé fourrager, l'arachide, Acacia sénégale, Acacia seyal et Moringa...*), la réalisation de cette activité contribuera à réduire de façon considérable les effets néfastes des changements climatiques en milieu rural en termes de fertilisation des sols, d'alimentation animale et d'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas des ménages adoptant la technologie. A cet effet, des espèces légumineuses ligneuses et herbacées comme *l'Acacia seyal, l'Acacia sénégale, le Moringa oléocera, la dolique, le niébé fourrager* et *l'arachide* seront diffusées auprès des ménages.
- **Activité 3.1.4. : Production et utilisation de la fumure organique (compostage et parcs améliorés)** ; cette activité permettra d'améliorer la structure des sols, de réduire les risques de dégradation et d'appauvrissement des sols agricoles. En améliorant la structure des sols, c'est aussi la capacité de rétention des eaux de pluie qui augmente, d'où une amélioration de la productivité agricole.
- **Activité 3.1.5 : Organisation des visites d'échanges** : Au cours de la mise en œuvre, les meilleures stratégies et pratiques résilientes mises en œuvre par les paysans pilotes seront recensées, et des visites d'échanges entre paysans organisées. Participeront à ces espaces d'apprentissage : les paysans, les élus des différentes communes, les agents des services techniques et des ONG.
Ces espaces d'échanges participent aussi à l'apprentissage et au renforcement des aptitudes et attitudes des paysans à gérer les problèmes de dégradation des espaces agricoles auxquels ils font face. Ainsi, l'effet multiplicateur touchera d'autres villages et communes autres que ceux ciblés par le projet.
- **Activité 3.3.1. : Aménagement des aires pastorales** : Cette activité permettra de renforcer la sécurisation des pâturages naturels et des aires pastorales et aussi améliorer l'alimentation du bétail durant les périodes de soudures.
Dans ce cadre des périmètres pastoraux et des pâturages seront identifiés et aménagés et mise en défens dans chacune des communes cibles du projet pendant une période bien déterminée. Pour cela des organisations communautaires de base seront mises en place en collaboration avec les collectivités et les services techniques. Elles seront chargées de leur gestion et suivi. Ainsi chaque année ces structures de gestion réaliseront des pare-feux pour limiter les feux de brousse, la libre circulation des animaux, la coupe du bois.
Ces aires pastorales et pâturages naturelles protégées seront ouverts aux bétails domestiques pendant les périodes de soudures.
Cette forme de gestion des pâturages va réduire considérablement les risques de pénurie de pâturage et de perte d'animaux pendant les périodes de soudures. Ainsi, il en résultera une gestion améliorée des pâturages et renforcera les profits économiques améliorant les conditions alimentaires des communautés.
Toutes ces actions de mise en défens de pâturages naturelles et des aires pastorales vont concourir à l'accroissement du couvert végétal.
- **Activité 3.3.2. : Identification, matérialisation et entretien des pistes et couloirs de transhumance du bétail dans le Diombougou** : Cette activité permettra de réduire les conflits entre les paysans et les transhumants et instaurera une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles.

³ Unité de Production Agricole

- **Activité 3.4.1 : Réactualisation des schémas d'aménagement et des plans de gestion des parcours pastoraux du Djombougou :** la réalisation de cette activité permettra de doter les collectivités d'outils de planification et de gestion de l'espace et de dynamiser les concertations communautaires. Elle permettra aussi de susciter chez les élus et l'administration locale la prise de décision pour une meilleure gestion de leur espace.
- **Activité 3.4.2 Appui aux collectivités pour l'élaboration et la redynamisation des conventions locales :** « Une *convention locale* est un compromis officiel, qui engage des usagers aussi bien internes qu'externes au terme d'un processus dynamique et itératif, pour la valorisation du potentiel de ressources naturelles dans un terroir donné, CADP/REPAD en Mai 2003⁴. »
La réalisation de cette activité contribuera à gérer de façon rationnelle et participative les conflits fonciers rencontrés dans la zone.

L'élaboration et/ou la redynamisation des conventions locales s'inscrit dans la dynamique globale de la promotion de l'utilisation durable des écosystèmes et de la gouvernance locale en matière de gestion des ressources naturelles. Elle servira de cadre de gestion des conflits nés de l'utilisation des ressources naturelles de la zone du projet. Les élus des collectivités concernés sont les premiers responsables de cette activité. Ils auront pour tâche la mobilisation des populations locales, des populations transhumantes et de tous les autres acteurs impliqués et assureront la coordination des actions. Ils seront appuyés dans leurs tâches par l'équipe du projet. Les concertations et dialogues vont mobiliser des centaines des personnes comprenant des hommes et des femmes venant de tous les usagers et gestionnaires des ressources naturelles.

Après élaboration des conventions, il sera procédé à une large diffusion des règles consensuelles de gestion à travers les canaux traditionnels et les radios de proximités. Les acteurs seront chargés de faire périodiquement le suivi et l'auto-évaluation de la mise en œuvre de la convention.

- **Activité 4.1.1 : Plantation des espèces locales à usages multiples agroforesterie :**
Ces plantations concerneront des espèces ligneuses comme le baobab, le moringa, le gommier (Acacia sénégal) ayant des vertus nutritives et économiques. Des pépinières seront mise en place et produite par les groupements des femmes. Les plants seront vendus aux communautés.
- **Activité 4.1.2 : Développement du maraichage biologique au profit des femmes :** L'agriculture biologique (écologique, organique) constitue un mode de production qui trouve son originalité dans le recours à des pratiques culturelles et d'élevages soucieux du respect des équilibres naturels. Ainsi, elle exclut l'usage de produits chimiques de synthèse tels que les produits phytosanitaires, les engrais et tout produit modifiant la croissance et le développement naturel des végétaux et animaux. A ce niveau seront organisés des ateliers de renforcement des capacités sur les techniques de maraichage biologique et d'appui en matériels et d'équipements agricoles aux groupements des femmes soit un groupement par commune.
- **Activité 4.1.3 : formation des groupements de femmes en production, transformation et commercialisation des PFNL :** Afin de réduire la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques, il est nécessaire de les appuyer dans la diversification de leurs revenus, car dans cette zone, après les activités agricoles, c'est la femme qui s'attèle à l'amélioration du repas quotidien. Les ressources naturelles de cette zone offrent de réelles potentialités en matière de produits forestiers non ligneux ; potentialités que le programme mettra en avant pour non seulement diversifier les revenus, mais aussi pour éduquer les populations à une gestion durable des ressources.

La promotion des produits forestiers non ligneux qui permet de diversifier les activités génératrices des revenus de femmes est une réponse à la dégradation des ressources naturelles; mais aussi à la lutte contre la pauvreté, particulièrement les femmes qui sont les couches les plus

⁴ Centre d'Appui au Développement participatif; Réseau pour la Promotion de l'Agriculture Durable

vulnérables aux risques climatiques. Cette activité regroupera une soixantaine de femmes repartis sur les six communes du programme. Elles seront des formatrices pour former d'autres femmes.

- **Activité 4.1.4. : Dotation des groupements en matériels et équipements de production et de transformation des PFNL :** Cette activité permettra aux groupements de mieux assurer la continuité du programme par la mise en place des unités de production, de conservation et de commercialisation des PFNL. Ainsi donc six groupements de femmes des six communes seront appuyés en matériels et équipement de production et de conservation.
- **Activité 4.1.5 : Démonstration des recettes culinaires au profit des enfants malnutris :**
Dans ce cadre il sera procédé à :
 - l'information et la sensibilisation des mères sur la nutrition des enfants dans chaque village ;
 - la mise en place d'une équipe relais de femmes chargées de la nutrition par village ;
 - l'identification des enfants malnutris ;
 - la formation de femmes relais chargées de la nutrition ;
 - l'organisation des démonstrations culinaires avec les mères des enfants malnutris et
 - le suivi régulier des enfants.

Bénéficiaires et modalités de participations :

Les bénéficiaires prioritaires seront les populations des communes de Maréna Diombougou ; de Colimbiné, de Séro Diamanou, de Marintoumania, de Koniakary, de Ségala. Ces communes ont développé depuis un certain temps l'intercommunalité à travers le Comité de Pilotage des Communes du Diombougou (CPCD). Les couches socioprofessionnelles principalement concernées sont :

- les agriculteurs ;
- les éleveurs sédentaires et transhumants ;
- les groupements des femmes et des jeunes ;
- les pêcheurs

Modalité de participation

- **Les collectivités locales des 6 communes** ciblées par l'intervention assureront, quant à elles, l'animation des cadres de concertation multi-acteurs en plus de participer aux évaluations annuelles de l'action. En tant que référent institutionnel et légal de l'action, elles se chargeront également de faciliter la validation institutionnelle des conventions locales auprès des autorités centrales,
- **Les services techniques** fourniront un appui technique à l'ensemble des acteurs sur la mise en œuvre des activités. Forts de leur bonne maîtrise du contexte institutionnel et de la législation dans chacun de leurs domaines de compétence, ils participeront également à l'évaluation annuelle du projet.
- **Les chefferies traditionnelles de village** seront également sollicitées, en tant qu'autorités traditionnelles de base reconnues pour les questions de gestion du terroir, afin de participer activement à la réalisation ainsi qu'à la validation des schémas et des plans d'aménagement et de gestion des parcours pastoraux
- **Les organisations des producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs...)** : ils sont les principaux bénéficiaires et maîtres d'œuvre des actions proposées. Toutes les actions de terrain seront menées par eux, en parfaite collaboration avec l'équipe technique. Leurs connaissances et compétences seront largement sollicitées tout au long du projet. Ils planifieront et conduiront les auto-évaluations participatives en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre.

3. Pérennité, Complémentarité et Risques du Programme

La pérennité des interventions prévues repose essentiellement sur les impacts attendus de l'action. Il s'agit notamment :

- du renforcement de la coopération intercommunale à travers le CPCD (comité de pilotage des communes du Diombougou) concernant l'aménagement du territoire comme moyen durable de gestion de l'espace communautaire et de prévention des conflits.
- de la mise en place d'un mécanisme fonctionnel de gestion des conflits basé sur l'implication des chefferies traditionnelles et des leaders communautaires.

- de la capitalisation des résultats du projet et leurs remontées vers le Ministère de l'Environnement sont un moyen de partage et de diffusion d'un modèle gestion durable des terres dégradées et espaces pastoraux.
- du relèvement du niveau des productivités agricoles et animales à travers les actions entreprises favorisant une disponibilité accrue de produits agricoles et animales renforçant ainsi la résilience des populations du Diombougou face aux effets néfastes des changements climatiques.
- d'un point de vue plus institutionnel, sur la zone de projet, les appuis techniques et les formations prodiguées permettront d'accroître la qualité de la gestion et de l'intervention des communes ; avec des effets positifs sur les autres activités gérées par elles.

Complémentarités avec les projets/programmes existant et potentialités catalytiques des financements :

Ce programme développera une complémentarité et une synergie avec tous les projets en cours dans le Diombougou en mettant plus l'accent sur les actions d'adaptation aux changements climatiques, en renforçant les connaissances et compétences des acteurs locaux sur les changements climatiques. Le consortium développe déjà dans la zone, des projets d'amélioration des moyens de subsistance des populations à travers le programme de l'Alliance pour les Ecosystème. Le présent programme s'appuiera sur les acquis de ce programme, mais aussi contribuera à renforcer et à consolider les actions en cours. Il bénéficiera aussi de l'efficacité des structures de gestion des ressources naturelles en place, des expertises locales et du cofinancement du programme de l'Alliance pour les Ecosystème au niveau de certaines activités. Ce programme sera une opportunité que le consortium AMCFE/DONKO et les communautés saisiront pour l'élaboration de projet REDD+ et/ou projet carbone. Le succès de sa mise en œuvre va renforcer la confiance des partenaires du consortium et accroître les capacités d'intervention des membres du consortium sur l'échiquier national.

Les risques du programme : les risques du programme sont d'ordre physique, technique, politique et social.

Tableau 1 : Analyse des risques

Type de risques	Niveau de risque	Mesure d'atténuation
Risque physique : Développement de l'insécurité	Moyen	Personnel malien essentiellement, pas de déplacement la nuit
*difficulté de mise en œuvre des outils de gestion (CL, SAT, PAT, PGT)	Elevé	Soutenir et amplifier les concertations multi-acteurs au niveau de l'intercommunalité ; Signature de protocoles avec chefferies traditionnelles et leaders communautaires
Risque environnemental : Feux de brousse	Elevé	Equiper des comités villageois de surveillance pour la lutte contre les feux, réalisation de pare feu
Risque politique : Elections communales en perspective	Moyen	Diagnostic et élaboration des conventions avec présence de tous les acteurs et validation institutionnelle des conventions post élection
Risque social : Conflit de gestion foncière entre villages	Moyen	Mise en place des commissions techniques et restitution des résultats systématiques par village avec validation finale du diagnostic

Stratégie de mise à l'échelle :

Les rencontres de concertation entre acteurs, les visites d'échanges, les séances d'apprentissage à travers les activités de suivi et d'auto-évaluation ; le développement de marchés locaux sont des canaux sûrs pour assurer l'effet multiplicateur des actions du programme . Les membres du consortium mettront à profit les rencontres des institutions locales, régionales, et nationales pour faire connaître les actions entreprises et les résultats obtenus. Ils saisiront aussi, les espaces évènementiels comme la quinzaine de l'environnement, la journée du paysan, la journée du reboisement pour faire connaître le programme. Les radios rurales et la télévision nationale seront aussi utilisées pour diffuser les résultats du projet. La mise en place et l'animation des cadres de concertations intercommunales, l'identification et la valorisation de paysans innovateurs en matière d'adaptation au changement climatique participent à la mise à l'échelle des actions du programme.

A cela s'ajoute aussi :

- la publication des résultats des études et des bulletins bimensuels
- la participation aux congrès/séminaires/salons nationaux, régionaux et Internationaux sur les fixations d'azote, les changements climatiques
- l'organisation des conférences débat sur les changements climatiques
- la production d'un film documentaire sur les effets néfastes des changements climatiques sur la zone du programme.

4. Modalités de mise en œuvre

Arrangement de gestion

Le programme sera exécuté par un consortium dirigé par la FAO. La FAO sera chargée de l'organisation technique globale de la mise en œuvre du programme. Un cahier de charge définissant les prérogatives sera établi. Chaque ONG sera responsable de la mise en œuvre des activités qui lui sont confiées. En fonction des activités attribuées, chaque ONG, recrutera des agents techniques chargés de l'encadrement des activités sur le terrain. Un coordinateur de terrain sera recruté par le consortium. Il sera chargé de coordonner l'ensemble des activités du projet et de fournir des rapports périodiques au chef de file. La FAO assurera un suivi périodique et une évaluation à mi-parcours et finale du programme .

Responsabilité des Organisations Participantes et transparence

Organisations Participantes	Rôles et responsabilités
FAO	<p>La FAO fournira les moyens suivants pour faciliter l'exécution du programme :</p> <p><u>1. Personnel</u> Personnel international :</p> <ul style="list-style-type: none">• un consultant international chargé des Opérations <p>Services de supervision technique de la FAO</p> <ul style="list-style-type: none">• un fonctionnaire FAO, 3 missions de deux semaines sur la durée du programme. <p><u>2. Voyages officiels</u></p> <ul style="list-style-type: none">• les frais de voyage des consultants pour les déplacements dans les différents sites ;• les frais de voyage du personnel FAO de supervision pour le suivi dans les différents sites sont prévus ;• Les frais de voyage des officiels pour des déplacements dans les

	<p>différents sites sont prévus ;</p> <p><u>3. Acquisition des Équipements et matériel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • la FAO assurera l'acquisition des équipements et matériels prévus pour la mise en œuvre du projet. <p><u>4. Frais généraux et directs de fonctionnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • les intrants essentiels et les services devant garantir l'exécution effective des activités seront pris en charge par le projet (frais divers de fonctionnement dont frais de conduite d'enquête) ; • couvrir les dépenses diverses du Siège de la FAO pour l'exécution du projet, selon les taux en vigueur.
AMCFE-DONKO	<ul style="list-style-type: none"> • Appui Conseil à travers l'organisation et l'encadrement des populations ; • éducation, information et sensibilisation ; • la promotion des technologies résilientes ; • évaluation de l'acceptabilité des technologies résiliente et la distribution de matériels agro-écologiques ; • suivi des activités ; • formations des communautés ; • facilitation des cadres de concertations ; • intermédiation ;

Rapportage :

Des rapports techniques d'avancement et des rapports financiers seront produits trimestriellement et semestriellement par le consortium. Chaque année un rapport annuel et un audit financier des comptes du projet seront produits. Le rapport final sera produit vers la fin du programme. Ces rapports seront partagés par tous les partenaires du projet (consortium, FAO, Secrétariat technique Fonds climat-Mali).

ANNEXES

Annexe 1: Cadre de résultats du Projet

Titre du programme : Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou						
Objectifs spécifiques du Fonds auxquels le programme/projet va contribuer		<p>Objectif spécifique 3 : Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique</p> <p>Objectif spécifique 4 : Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif</p>				
Effets attendus		<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du risque de mauvaise récolte grâce à l'introduction de pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les champs. Le développement et la diffusion de semences hâtives et résistantes à la sécheresse aideront aussi à réduire les risques d'échec des cultures • la dissémination de techniques appropriées de gestion du bétail renforcera les profits économiques de la gestion améliorée des pâturages et de la conservation des sols et de l'eau dans la zone du programme • Amélioration de la nutrition dans les ménages résultant en une meilleure vitalité • Hausse des revenus à travers la diversification des activités ex: pêche, foresterie, élevage, etc. améliorant les filets de sécurité pour les ménages vulnérables • Réduction du niveau de pauvreté des ménages. 				
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situations de référence⁵	Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
<i>Nombre d'ha de terres dégradées restaurées à travers des techniques de Défense et Restauration des Sols/Conservation des Eaux et des Sols (DRS/CES) couplées au reboisement</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	<i>30 000 ha de terres cultivables dégradées⁶</i>	<i>36 000 ha</i>	<i>Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi</i>	Consortium	<i>* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ;</i>

⁵ Lorsque les données sont disponibles, dans le cas contraire justifier la situation.

⁶ Rapport Conseil Régional 2014

						*catastrophes naturelles
<i>Nombre d'hectare de pâturages aménagés (pâturages naturels, casiers et espaces pastoraux, périmètres pastoraux, etc.)</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	Aires pastorales : 00	15 000 ha aires pastorales	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
<i>Accroissement de la productivité agricole (tonne/ha et par type de production)</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	Rendement moyen : - Sorgho 734kg/ha - Maïs 776kg/ha	Augmentation de 30% du rendement agricole (Sorgho et maïs) Sorgho : 954 kg/ha Maïs : 1 tonne/ha	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
<i>Réduction du nombre de conflits entre éleveurs et agriculteur annuellement et par entités administrative</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	15 conflits entre agriculteurs et éleveurs par an ⁷	5 conflits entre agriculteurs et éleveurs	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
<i>Nombre de ménages touchés par les impacts des CC ayant augmenté leurs revenus grâce aux AGR</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	80 ménages ⁸	420 ménages	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ;

⁷ Rapport conseil régional de Kayes mettre l'année

⁸ Rapport Coordination EA (Écosystème Alliance 2015)

						*catastrophes naturelles
<i>% de la population rurale ciblée dans les zones d'intervention ayant adopté des technologies d'adaptation, par type de technologie</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	-Régénération naturelle assistée : 04% -Cordons pierreux : 04 % -Zai : 01% -Compostage : 04% Demi-lune : 0%	Régénération naturelle assistée : 10% -Cordons pierreux : 06% -Zai : 03% -Compostage : 08% Demi-lune : 5%	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
<i>% d'enfants ayant un taux de nutrition adéquat dans les sites d'intervention</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	95,6 % ont une situation nutritionnelle adéquate ⁹	98,5% ont une situation nutritionnelle adéquate	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
<i>Évolution des revenus globaux et par secteur d'activité d'un ménage</i>	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	50 000 FCFA- 125 000 FCFA / an sur l'exploitation des espèces ligneuses ¹⁰ Maraîchage : 100 000-225 000 FCFA/an :	Augmentation de 10% : *Exploitation des espèces ligneuses de 55 000 à 137 500 FCFA *Maraîchage de 110 000 FCFA à 247 500 FCFA	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	Consortium	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles

⁹ Rapport Final SMART (Enquête nutritionnelle et de mortalité rétrospective, Mali, Juillet 2016)

¹⁰ Rapport Situation de Référence (Alliance Écosystème)

Produit Attendu 3.1 ¹¹ : Restauration des terres agricoles dégradées						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
Nombre de paysans formés sur les mesures CES/DRS, la RNA et le reboisement	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	300 paysans formés en CES/DRS ¹²	1 500 paysans (100 femmes et 1 400 Hommes)	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
Nombre de session de formation organisées sur les mesures CES/DRS, la RNA et le reboisement	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	10 sessions	40 sessions (04 Sessions des formateurs et 36 sessions de démonstration pratiques)	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles
Nombre de techniques de Défense et Restauration des Sols/Conservation des Eaux et des Sols (DRS/CES) adoptées par les populations du DIOMBOUGOU	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	04 techniques (cordons pierreux, RNA, compostage et Zaï)	Au moins 6 techniques (RNA, Cordons pierreux, Bandes enherbées, compostage , parcs améliorés,	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; *catastrophes naturelles

¹¹ Ces Produits doivent s'inscrire dans le cadre de l'Objectif spécifique attendu par le Fonds auquel le présent Programme répond. Les produits et les activités indicatives du Plan d'Investissement du Fonds doivent guider le choix des indicateurs de résultats immédiats par le présent Programme. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les Produits 2, 3, etc. et les indicateurs associées.

¹² Rapport annuel 20xxxxConseil Régional de Kayes

			Zai...)			
Nombre ménage ayant adopté les techniques de défense et restauration des sols/Conservation des eaux et sols	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	2 000 ménages	5000 ménages	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; ; *catastrophes naturelles
Nombre d'espèces de légumineuses fixatrices d'azote adoptées par les populations	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	02 (Arachide ; acacia sénégal)	05 espèces (Dolique, Niébé, Acacia seyal, Acacia senegal, Stylosentes ,moringa)	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; ; *catastrophes naturelles
Quantité de fumure organique produite et utilisée par les UPA.	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	1 à 2 tonnes/ ha	05 tonnes/ha	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; ; *catastrophes naturelles
Nombre d'ha de terre dégradée restaurée	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	1820 ha	6 000ha	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires ; ; *catastrophes naturelles
Nombre de visite d'échange organisée	<i>Cercle de Kayes Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	01 visite	03 visites d'échanges	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	* Engagement des parties prenantes ; *conflits intercommunautaires

						; *catastrophes naturelles
Produit Attendu 3.3 : Aménagement des pâturages et parcours pastoraux						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
Nombre d'aires pastorales aménagées	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	00	06 aires pastorales	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	
Nombre de Km de pistes et de couloirs de transhumance identifiés, matérialisés et entretenus	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	30 km de piste non matérialisés 45 km matérialisés par des balises ¹³	30 km à matérialiser par des balises 75 km à entretenir	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Produits 3.4 Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique		Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques

¹³ PRACED

					ble	
Nombre de schémas d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux du Djombougou réactualisé	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	01 schéma d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux par commune	06 schémas d'aménagement, de plan d'aménagement et de plan de gestion des parcours pastoraux	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Nombre des conventions locales élaborées et/ou redynamisées	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	02 conventions (DORO et MAGUI)	Au moins 02 conventions locales redynamisées	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	AMCFE	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Produit 4.1 Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement.						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique		Cibles finales	Moyens de vérification	Org. Responsable	Conditions Critiques
Nombre des groupements des femmes appuyés	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	05 groupements des femmes	06 groupements	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Nombre des femmes formées en technique de production, de conservation et commercialisation des PFNL	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	30 femmes	90 femmes	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles

Nombre des femmes formées en technique de maraichage bio	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	40 femmes	60 Femmes	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Nombre des recettes culinaires vulgarisées auprès des ménages	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	00	Au moins 03 recettes	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles
Nombre des relais formés en nutrition des enfants malnutris	<i>Diombougou (Lac Magui et Doro)</i>	00	90 relais	Rapports Techniques Enquêtes Fiches de suivi	DONKO	*Engagement des parties prenantes ; *Conflits sociaux *catastrophes naturelles

Annexe 2 : de Plan de Travail et Budget

Plan de travail relatif au Programme de renforcement de la résilience des systèmes agro-pastoraux du Diombougou
Durée du PC/Programme: 3 ans

Objectif Spécifique du Fonds :																	
Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité)	
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
1^{er} Produit du programme/projet : Produits 3.1														214 238			
Restauration des terres agricoles dégradées	Etude situation de référence																15 300
	Activité 3.1.1 : formation des paysans sur les mesures CES/DRS, reboisement et la RNA	X	x			x	x								Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	10 080
	Activité 3.1.2 : Restauration des terres agricoles dégradées par des actions de CES/DRS, RNA et reboisement	x	x	x		x	x	x		x	X	X			Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	117 100
	Activité 3.1.3 : Vulgarisation des plantes légumineuses fixatrices d'azote	x		X		x		x		x		X			Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	34 658
	Activité 3.1.4 : Production et utilisation de fumure organique (compostage et parcs améliorés) ;	x	x	x		x	x	x		x	X	x			Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	12 600
	Activité 3.1.5 : Organisation des visites d'échanges	x		x				x			X				Cercle de Kayes1	AMCFE	24 500
2^{ème} Produit du programme/projet Produits 3.2														159 780			

Aménagement des pâturages et parcours pastoraux	Activité 3.2.1. Aménagement des aires pastorales		x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	x	Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	90 780
	Activité 3.2.2. Mise en place et entretien des pares feux		x	x	x	x	x	x		x	X	x	x	Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	30 000
	Activité 3.2.3 : Identification, matérialisation et entretien des pistes et couloirs de Transhumance du bétail dans le Diombougou ;															
3ème produit du programme/projet Produits 3.3																66 040
Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales	Activité 3.3.1 : Réactualisation des schémas d'aménagement et des plans de gestion des parcours pastoraux du Djombougou		x	x										Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	41 940
	Activité 3.3.2 : Appui aux collectivités pour la redynamisation des conventions locales		x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	x	Diombougou (Lac Magui et Doro)	AMCFE	24 100
4ème produit du programme Produits 4.1																100 494
Produit 4.1 Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la	Activité 4.1.1 : Développement du maraichage biologique au profit des femmes formation des groupements des femmes en production,	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	47 420

filère boisement.	conservation, transformation et commercialisation des PFNL.																		
	Activité 4.1.2 : formation des groupements des femmes en production, conservation, transformation et commercialisation des PFNL.		x			x	x										Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	7 020
	Activité 4.1.3 : Dotation des groupements en matériels et équipements de production et de transformation des PFNL					x	x										Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	37 564
	Activité 4.1.4 : Démonstration des recettes culinaires à partir des produits locaux au profit des enfants malnutris	x	x		x	x	x		x	x	X		x				Diombougou (Lac Magui et Doro)	DONKO	8 490
Gestion du Projet [1]																		202 480	
	Coordination	x	x	x	x	X	x	x	x	x	X	x	x						
	Suivi - Évaluation		x		x		x		x		X								
Frais indirect applicable aux Organisations des Nations Unies maximum 7%																		57 948	
Total de la 1^{ère} Organisation Participante DONKO																		260 274	
Total de la 2^{ème} Organisation Participante AMCFE																		280 278	
Total gestion du projet																		202 480	
Budget prévu total																		827 832	
Total Général																		885 781	

Budget Détaillé

Objectif Spécifique du Fonds :								AN 1		AN2		AN3	
Rubrique	Unité	Coût unitaire	Quantité	Montant en CFA	Montant en US\$	Organisation Participante	Catégories Budgétaires Correspondantes [1]	Montant en CFA	Montant en USD	Montant en CFA	Montant en USD	Montant en USD	Montant en USD
Produit 3.1 : Restauration des terres agricoles dégradées				107 119 200	214 238	AMCFE	-	97 069 200	194 138	6 600 000	6 900	3 450 000	6900
Etude de références pour les données				7 650 000	15 300			7 650 000	15 300				
Honoraire et perdiem du consultant	Jour	75 000	45	3 600 000	7 200		4						
Location vehicule y compris carburant	Jour	75 000	30	2 250 000	4 500		5						
Restitution des résultats													
Transport des participants (40pers x 1jr x 6 ateliers)	Jour	5 000	240	900 000	1 800		5						
Restauration (40 pers x 1 x 6 ateliers)	Jour	5 500	240	900 000	1 800		4						
Activité 3.1.1: formation des paysans sur les mesures CES/DRS, reboisement et la RNA				5 040 000	10 080	AMCFE		5 040 000	10 080				
formateur (1 formateur x 02jrs x 06 sessions)	Jour	75 000	12	900 000	1 800		4						
Transport participants (30 participants x 02jrs x 06 sessions)	Jour	5 000	360	1 800 000	3 600		5						
Restauration (30 participants x 02jrs x 6 sessions)	Jour	5 500	360	1 980 000	3 960		4						
location salle (2jrs x session x 06 sessions)	Jour	30 000	12	360 000	720		4						
Activité 3.1.2: Réalisation de cordons pierreux, demi-lune, compostage, zaï, bandes enherbés, RNA et reboisement				58 550 000	117 100	AMCFE		58 550 000	117 100				
Achat des materiels de restauration des terres (brouettes niveau à eau, pelles, pique, sécateurs, bottes, gans, coupe-coupe, mètres maçon, semences)													
Brouette	Unité	30 000	150	4 500 000	9 000		2						
Niveau à eau	Unité	15 000	150	2 250 000	4 500		2						
Pelles	Unité	3 000	750	2 250 000	4 500		2						
Pic	Unité	3 000	450	1 350 000	2 700		2						
Sécateur	Unité	10 000	600	6 000 000	12 000		2						
Botte	Unité	6 000	600	3 600 000	7 200		2						
Gans	Unité	2 000	600	1 200 000	2 400		2						
Coupe-coupe	Unité	2 000	750	1 500 000	3 000		2						
Barre à mine	Unité	5 000	600	3 000 000	6 000		2						
Mètre maçon	Unité	2 000	450	900 000	1 800		2						
Arrosoirs	Unité	7 500	240	1 800 000	3 600		2						
Pioche	Unité	2 000	600	1 200 000	2 400		2						

Semence des bandes en herbé (Andropogonacé)	kg	25 000	600	15 000 000	30 000		2						
Achat et distribution des plants (80 000plants)	Plant	100	80 000	8 000 000	16000		2						
Main d'œuvre pour les actions restauration	H/J	3 000	200 0	6 000 000	12 000		4						
Activité 3.1.3: vulgarisation de légumineuses				17 329 200	34 658	AMCFE		11 629 200	23 258	2 850 000	5 700	2 850 000	5700
Acacia seyal	kg	25 000	30	750 000	1500		2						
Acacia sénégal	kg	25 000	30	750 000	1500		2						
Moringa	kg	25 000	30	750 000	1500		2						
Dolique (12kg/ha x 50ha)	kg	7 000	300	2 100 000	4200		2						
Niébé fourrager(10kg/hax 50ha)	kg	1 500	400	600 000	1200		2						
Arachide (20kg/hax 50ha)	kg	1 500	900	1 350 000	2700		2						
Stylosantens hamata	kg	20 000	65	1 300 000	2600		2						
Transport	ff	100 000	1	100 000	200		5						
Mise en place des pépinières dans (06 communes)													
Grillage (rouleau de 25 m et 1,5m hauteur)	Rouleau	35 000	72	2 520 000	5040		2						
Brouette	Unite	30 000	12	360 000	720		2						
Pot	Unite	30 000	100	3 000 000	6000		2						
Cornière 50/50 (barre de 2m)	Barre	6 500	360	2 340 000	4680		2						
Cornière IPN 80	Barre	11 000	48	528 000	1056		2						
Ciment	Sac	6 000	30	180 000	360		2						
Arrosoirs	Unité	7 500	12	90 000	180		2						
fil de fer galva	kg	10 000	6	60 000	120		2						
Fil d'attache (rouleau)	Nbre	2 500	12	30 000	60		2						
Tendeur	Nbre	600	252	151 200	302,4		2						
Porte grillagée	Unité	20 000	6	120 000	240		2						
Frais de maçonnerie	ff	150 000	1	150 000	300		2						
Transport	ff	100 000	1	100 000	200		5						
Activité 3.1.4: Production et utilisation de fumure organique (compostage et parcs améliorés)				6 300 000	12 600	AMCFE		3 150 000	6300	3 150 000	6300		

Formation sur le compostage et le parc amélioré													
Transport participants (50 participants /session pour 6 sessions de 2 jrs)	Persone	5 000	600	3 000 000	6000		5						
Restauration (50 participants par session de 2jrs pour 6 sessions)	Jour	5 500	600	3 300 000	6600		4						
Activité3, 1.5 Organisation des visites d'échange				12 250 000	24 500	AMCFE		11 050 000	22100	600 000	1200	600 000	1200
Réalisation des visites d'échange à l'extérieur de la zone du projet													
Location véhicule y compris carburant	Jour	75 000	14	1 050 000	2100		5						
Restauration (40 personnes pour une durée de 10 jrs à Ségou)	Jour	5 500	400	2 200 000	4400		5						
Hébergement des participants (40 personnes pour une durée de 14 jrs à Ségou)	Nuité	15 000	520	7 800 000	15600		5						
Visite d'échange inter paysans sur les sites du projet (1 visite d'un jour /an x 80 pers x 03 visites)	Jour	5 000	240	1 200 000	2400		1						
Produit 3.3: Aménagement des pâturages et parcours pastoraux				79 890 000	159 780	DONKO	-	30 690 000	61380	43 200 000	56400	6 000 000	12000
Activité 3.3.1: Aménagement des aires pastorales				45 390 000	90 780	DONKO		30 690 000	61380	14 700 000	29400		
Inventaires et Identification des pâturages naturels et aires pastorales (une équipe de 03 spécialistes pour une durée13 jrs par commune)													
Honoraire et Perdiem consultant (03 consultants/jr x 78jrs x 140 000/jr)	Jour	75 000	234	17 550 000	35100		4						
Location véhicule y compris carburant	Jour	75 000	78	5 850 000	11700		5						
Elaboration des cartes des aires pastorales	Unité	765 000	6	4 590 000	9180		4						
Atelier de restitution et validation de l'étude													
Transport des participants (40 participants x 1 jr x 6 ateliers)	Jour	5 000	240	1 200 000	2400		5						
Restauration des participants (40 participants x1 jr x 6 ateliers)	Jour	5 500	240	1 320 000	2640		4						
Location salle	Jour	30 000	6	180 000	360		4						

Matérialisation des aires pastorales													
Confection et implantation des bornes de matérialisation	Bornes	75 000	160	12 000 000	24 000		2						
Main d'œuvre (50 personnes par commune pour 06 communes pour 03jrs)	J/h	3 000	900	2 700 000	5 400		4						
Mise en place et entretien des pares-feux				15 000 000	30 000					15 000 000	30000		
Achat matériels des pares -feux (Coupe-coupe, râteaux, haches, Gans, bottes, torche)													
Coupe-coupe	Coupe - coupe	2 000	1200	2 400 000	4 800		2						
Râteau	Râteau	2 000	1200	2 400 000	4 800		2						
Hache	Hache	2 000	900	1 800 000	3 600		2						
Gans	Paire	2 000	1200	2 400 000	4 800		2						
Botte	Paire	6 000	600	3 600 000	7 200		2						
Torche	Torche	1 000	600	600 000	1 200		2						
Réalisation des pares-feux	J/h	3 000	600	1 800 000	3 600		4						
Activité 3.4.2 : Identification, matérialisation et entretien des pistes et couloirs de Transhumance du bétail dans le Diombougou ;				19 500 000	39 000	DONKO				13 500 000	27000	6 000 000	12000
Réalisation des travaux de matérialisation	Km	75 000	100	7 500 000	15000		4						
Travaux d'entretien des pistes de transhumance (75 m)	H/J	3 000	4000	12 000 000	24000		4						
Produits 3.4 Mise en place d'une gestion concertée des ressources pastorales				33 020 000	66 040	AMCFE			0	0	33 020 000	66 040	
• Activité 3.4.1. : Réactualisation des schémas d'aménagement et des plans de gestion des parcours pastoraux du Djombougou				20 970 000	41 940	AMCFE					20 970 000	41 940	
Actualisation des SAT,PAT et PGT dans les 06 Communes par 03 Consultants x 10jrs	Jour	75 000	180	13 500 000	27 000		4						
Location véhicule y compris carburant	Jour	75 000	72	5 400 000	10 800		5						
Restitution des résultats des travaux d'actualisation des SAT, PAT et PGT													

Diffusion des conventions locales (documents, média traditionnels et radio)	Nombre	35 000	96	3 360 000	6 720		4						
Produit 4.1 Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement.				50 247 000	100 494	DONKO		19 325 000	38 650	26 607 000	53 214	4 315 000	8630
Activité 4.1.1 : Développement du maraichage biologique au profit des femmes				23 710 000	47 420	DONKO		15 780 000	31 560	3 965 000	7930	3 965 000	7930
Formation de six groupements des femmes sur les techniques de maraichage bio													
formateur (1 formateur pour 5jrs en raison de 75 000 F/jr y compris préparation et rapportage x 6 Communes)	Jour	75 000	30	2 250 000	4500		4						
Restauration des participantes (30 participantes pour 3jrs x 6 communes)	Jour	5 500	540	2 970 000	5940		4						
Transports des participantes (30 participantes x 06 communes)	Persone	5 000	90	450 000	900		5						
location salle	Jour	30 000	18	540 000	1080		4						
Achat de semences pour les groupements maraichers													
Gombo	Kg	25 000	24	600 000	1200		2						
Tomate	Kg	60 000	22	1 320 000	2640		2						
Concombre	Kg	40 000	50	2 000 000	4000		2						
Oignon (Echalotte)	Kg	200 000	30	6 000 000	12000		2						
Piment	Kg	50 000	15	750 000	1500		2						
Laitue	Kg	40 000	18	720 000	1440		2						
Chou	Kg	30 000	18	540 000	1080		2						
Achat des matériels et équipements													
Pompe solaire immergée	Pompe	750 000	6	4 500 000	9000		3						
Râteau	Râteau	3 500	60	210 000	420		3						
Binette	Binette	3 000	120	360 000	720		3						
Daba	Daba	2 500	120	300 000	600		3						

Transport	FF	200 000	1	200 000	400		5						
Activité 4.1.2 : formation des groupements des femmes en production, conservation, transformation et commercialisation des PFNL.				3 510 000	7 020	DONKO					3 510 000	7020	
formation des six groupements en technique de production, conservation et commercialisation des PFNL													
Formateur (1 formateur pour 03 sessions de 5 jrs par session)	Jour	75 000	15	1 125 000	2 250		4						
Transport (30 femmes x 03 sessions)	Perso nnes	5 000	90	450 000	900		5						
Restauration (30 femmes pour 03 sessions de 3 jrs chacune)	Jour	5 500	270	1 485 000	2 970		4						
location salle (5jrs x 3 sésions)	Jour	30 000	15	450 000	900		4						
Activité 4.1.3 : Dotation des groupements en matériels et équipements de production et de transformation des PFNL				18 782 000	37 564	DONKO					18 782 000	37564	
Achat et fourniture des matériels et équipements													
Refractomètre 0.32	unité	250 000	18	4 500 000	9 000		3						
Refractomètre 45.82	unité	225 000	18	4 050 000	8 100		3						
Capsuleuse	unité	80 000	18	1 440 000	2 880		3						
Bouteille	unité	100	120 0	120 000	240		3						
Balance	unité	30 000	6	180 000	360		3						
Bidon	unité	50	180 0	90 000	180		3						
Casier	unité	2 500	90	225 000	450		3						
Bassine en plastic	unité	10 000	18	180 000	360		3						
Bouteille de gaz	unité	30 000	12	360 000	720		3						
Thermomètre	unité	22 500	18	405 000	810		3						
PH mètre	unité	17 500	18	315 000	630		3						
Seau en aluminium	unité	10 000	12	120 000	240		3						
Gobelet	unité	250	60	15 000	30		3						
Tamis	unité	500	24	12 000	24		3						
Marmite	unité	15 000	12	180 000	360		3						
Fut plastique 100l	unité	7 500	12	90 000	180		3						
Capsule	unité	50	300 0	150 000	300		3						
Bassin en aluminium	unité	12 500	12	150 000	300		3						
Séchoir solaire	unité	850	6	5 100 000	10 200		3						

		000											
Broyeuse	unité	100 000	6	600 000	1 200		3						
Découpeuse	unité	50 000	6	300 000	600		3						
Intrants pour les démonstrations pratiques (Zizuphus, Dattier sauvage, Dah, Sucre etc.)	Ff	200 000	1	200 000	400		2						
Activité 4.1.4 : Démonstration des recettes culinaires à partir des produits locaux au profit des enfants malnutris				4 245 000	8 490			3 545 000	7 090	350 000	700	350 000	700
Formation des relais femmes pour les enfants malnutris													
Formateur (1 formateur x 4jrs x 3 sessions)	Jour	75 000	12	900 000	1 800		4						
Transport des participants (30 pers x 03 sessions)	Perso nne	5 000	90	450 000	900		5						
Restauration des participants (30 pers x 3jrs x 3 sessions)	Jour	5 500	270	1 485 000	2 970		4						
Location salle (3jr/commune x 3 sessions)	Jour	30 000	12	360 000	720		4						
Démonstration culinaires													
Intrants de démonstration culinaire (haricot, mil, sel, huile etc)	forfait	600 000	1	600 000	1 200		2						
Transport de relais pour la démonstration culinaire	Nbre	5 000	90	450 000	900		1						
Gestion du Projet (Coordination & Suivi - Évaluation) Maximum 25 - 30%				101 240 000	202 480		-	38 280 000	76 560	31 480 000	62 960	31 480 000	62960
Coordinateur du projet (Plein temps)	Mois	500 000	36	18 000 000	36 000		1	6 000 000	12 000	6 000 000	12000	6 000 000	12000
Agents terrain (4 agents) à plein temps	Mois	225 000	144	32 400 000	64 800		1	10 800 000	21 600	10 800 000	21600	10 800 000	21600
2 Comptable (mi-temps 30%)	Mois	300 000	24	7 200 000	14 400		1	2 400 000	4 800	2 400 000	4800	2 400 000	4800
Mission de suivi par la coordination du consortium	Jour	60 000	60	3 600 000	7 200		1	1 200 000	2 400	1 200 000	2400	1 200 000	2400
Achat des motos (Sanili)	Unite	500 000	5	2 500 000	5 000		3	2 500 000	5 000	0	0	0	0
Location véhicule pour les missions de terrain (y compris carburant)	Jour	75 000	60	4 500 000	9 000		5	1 500 000	3 000	1 500 000	3000	1 500 000	3000
carburant moto	litre	1000	5 400	5 400 000	10 800		7	1 800 000	3 600	1 800 000	3600	1 800 000	3600
lancement du projet	forfait	1 500	1	1 500 000	3 000		7	1 500 000	3 000	0	0	0	0

		000											
Confection des banderoles du lancement	bande role	50 000	2	100 000	200		7	100 000	200	0	0	0	0
Couverture médiatique	forfait	500 000	1	500 000	1 000		7	500 000	1 000	0	0	0	0
Confection des panneaux	Panne au	50 000	6	300 000	600		7	300 000	600	0	0	0	0
location de bureaux 30%	Mois	30 000	72	2 160 000	4 320		7	720 000	1 440	720 000	1440	720 000	1440
Eau et électricité 20%	Mois	15 000	72	1 080 000	2 160		7	360 000	720	360 000	720	360 000	720
Consommable Contribution (Papier, ancre, chemise etc...)	Mois	50 000	36	1 800 000	3 600		2	600 000	1 200	600 000	1200	600 000	1200
Frais de visibilité	Forfait	1 500 000	1	1 500 000	3 000		4	500 000	1 000	500 000	1000	500 000	1000
Frais d'appui technique sur les 3 ans										0		0	
Chargé des programmes (02)	Mois	150 000	72	10 800 000	21 600		1	3 600 000	7 200	3 600 000	7200	3 600 000	7200
Rencontres de programmation et d'évaluation	Semestre	1 000 000	5	5 000 000	10 000		7	1 000 000	2 000	2 000 000	4000	2 000 000	4000
Ordinateur Portable	Unité	500 000	3	1 500 000	3 000		3	1 500 000	3 000	0	0	0	0
Imprimante	Unité	200 000	2	400 000	800		3	400 000	800	0	0	0	0
Photocopieuse	Unité	500 000	2	1 000 000	2 000		3	1 000 000	2 000	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (P1+P2+P3+P4 +Coord. Suiv)				371 516 200	743 032			185 364 200	370 728	140 907 000	245 514	45 245 000	90490
Total de la 1^{ère} Organisation Participante DONKO					260 274			50 015 000	100 030	69 807 000	109 614	10 315 000	20630
Total de la 2^{ème} Organisation Participante AMCFE					280 278			97 069 200	194 138	39 620 000	72 940	3 450 000	6900
Total gestion du projet					202 480			38 280 000	76 560	31 480 000	62 960	31 480 000	62960
Frais de voyage					26800		7						
Staff (Experts)					58000		7						
Sous total					84800								
S/Total du Budget					827 832								
Frais indirect applicable aux Organisations des Nations Unies maximum 7%					57 948								
Total Général				442 890 334	885 781								

Budget : Le budget doit être établi au titre des fonds demandés au Fonds Climat Mali uniquement et être accompagné d'un budget détaillé pour chaque poste, en fournissant une description du poste et le calcul des coûts (voir fichier Excel joint correspondant).

Budget par Catégories et Codes Économiques

BUDGET DU PROGRAMME			
CATEGORIES HARMONISEES DES NATIONS UNIES	MONTANT TOTAL (US\$)	Org. Part. des N.U. 1	Org. Part. des N.U. 2
1. Frais liés aux effectifs et autres frais de personnel	147 300		
2. Fournitures, produits de base et matériaux	219 218		
3. Équipements, véhicules et mobilier, amortissement compris	58 704		
4. Services contractuels	206 130		
5. Voyages	79 600		
6. Contreparties des transferts et subventions	0		
7. Frais généraux de fonctionnement et autres frais directs	116 880		
Coûts totaux Org. Part. Des N.U	827 832	0	0
8. Coûts d'appui indirects	57 948	0	0
TOTAL Org. Part. Des N.U	57 948	0	0

Annexe 4 : Tableau des risques

Type de risque (ex.Organisationnel/ opérationnel/financière/tech nique)	Description du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures d'atténuation	Responsable
Risque technique : - Difficulté de mise en œuvre des outils de gestion (CL ¹⁴ SAT, ¹⁵ PAT, ¹⁶ PGT ¹⁷)	La volonté des acteurs locaux, surtout par suite de faible participation des leaders communautaires et les gestionnaires traditionnelles du foncier qui traduit la non adhésion à l'action	I= important P= 2	Information sensibilisation des chefferies traditionnelles, des détenteurs traditionnels du foncier, Mobiliser à une plus grande participation et responsabilisation des élus locaux, et toutes les couches socioprofessionnelles Concertation multi-acteurs, signature de convention avec les chefferies traditionnelles	Consortium
Feu de brousse dans les parcours aménagés	La mauvaise organisation des communautés, leur faible implication et responsabilisation dans la mise en œuvre des activités	I= important P = 3	Réorganiser les structures villageoises de jeunes, les motiver, les former afin que des mesures de prévention comme des pare-feux soient réalisées. La lutte contre les feux de brousse soit institué dans tous les villages, avec comme parrain le chef de village	Consortium
Risque opérationnel : Conflit foncier entre les villages	L'importance des aménagements et les intérêts qu'ils peuvent susciter réveille souvent des appétits sur les bénéfices et souvent source de conflits	I= important P=3	Mettre en place des commissions technique et un organe de gestion des conflits, les résultats de toutes activités doit être restitués et validés avec l'ensemble des acteurs La recherche du consensus doit être un principe adopté par tous.	AMCFE

¹⁴ Convention locale

¹⁵ Schemas d'aménagement du terroir

¹⁶ Plan d'aménagement du terroir

¹⁷ Plan de gestion du terroir